

INFO – GREHSS

n° 14 15 mars 2019

Réforme du DEAS de 1938

Quelle conception de la 1^{ère} année de formation au service social dans le cadre de la future année commune infirmières-assistantes sociales ?

Lettre de Marie Thérèse Vieillot février 1938

Dès son arrivée en 1936 au Ministère de la santé dans le gouvernement Léon Blum, Henri Sellier prend la décision de supprimer les infirmières visiteuses et de mettre en place une première année de formation commune entre les infirmières hospitalières et les assistantes de service social. La démission de Blum et le départ de Sellier en 1937 ne vont pas freiner la dynamique en cours qui aboutira au décret du 18 février 1938 portant réforme du diplôme. A l'automne 1937, le ministère a mis en place une consultation (notamment celle du comité d'entente des écoles sociales) ainsi qu'une commission chargée d'élaborer le programme d'enseignement de la première année commune aux infirmières et assistantes sociales. Les comptes rendus des réunions du comité d'entente pour le second semestre 2017 et le 1^{er} semestre 1938 font état de ces travaux. C'est dans ce contexte que se situe l'intervention de Marie-Thérèse Vieillot qui est alors directrice de l'Ecole de formation sociale de Strasbourg après avoir joué un rôle important à l'Ecole pratique de service social de Paris entre 1922 et 1934 et porté le développement du service social auprès du tribunal pour enfants de Paris¹.

Cette lettre n'est pas datée mais elle semble être de février 1938 au vu des réunions du comité d'entente des écoles de service social. Elle est adressée à Melle Hélène Naegelen, secrétaire du Comité d'entente² et directrice de l'Ecole Normale Sociale. On doit noter que celle-ci ne semble pas du tout avoir fait part de ce courrier au vu des comptes rendus des réunions tenues à cette période. Et M-T Vieillot n'assurera pas in fine la fonction de rapporteure de la commission.

Cette lettre nous paraît particulièrement importante car elle résume bien le positionnement du comité d'entente dans l'enseignement du métier. Autre intérêt : concernant la conception du métier, M-T Vieillot développe tout au long de son texte une approche

¹ Cf. Notice biographique en cours de validation.

² Cette lettre est classée dans la chemise « « Correspondance et notes 1938 » des archives du Comité d'entente pour la période d'entre-deux-guerres, archives conservées par Melle Naegelen.

typiquement richmondienne qu'elle a défendue tout au long de sa carrière professionnelle³ ; elle s'est en effet formée auprès de Mary Richmond au cours de ses nombreux voyages aux USA. Elle promeut notamment, à la fin de son courrier, bien que cela soit formulé en termes peu explicites, l'importance de ce que l'on appelle aujourd'hui le « positionnement professionnel » et l'enjeu d'une formation centrée sur l'expérience des élèves en formation.

Patrick LECHAUX

Lettre de Marie Thérèse Vieillot à Hélène Naegelen

Chère Mademoiselle,

Je suis en ce moment très prise par diverses choses, étant seule et habitant l'école, et je n'ai malheureusement pas le calme voulu pour réfléchir aux grandes questions qui se posent brusquement pour les Ecoles en ce moment.

Le Ministère m'a priée de faire le rapport sur l'étude du programme et l'organisation de l'Enseignement ; loin de toutes les autres Ecoles, il me semble que je ne suis pas la plus désignée pour cela.

Si j'arrive encore à temps pour votre réunion de demain, voici quelques idées que j'aimerais - même si cela doit être inutile – formuler dans ce rapport, et j'aimerais, avant, votre opinion et celles de nos collègues sur elles.

1°/ La nécessité pour les futures assistantes sociales de faire en tout premier lieu un stage de SERVICE SOCIAL. Dans tout apprentissage, c'est dans l'action qu'on peut vérifier les aptitudes, la résistance physique et psychique, et avant cette action spécifique, il est bien difficile de décider pour nos élèves s'il y a lieu de les décourager complètement, de les réorienter, ou de les maintenir. Nous ne pouvons attendre la deuxième année pour les juger à l'œuvre.

Ce premier stage devrait durer 5 mois, tous les jours, sauf les deux ou trois après-midis prévus pour les cours théoriques d'initiation sociale et d'initiation médicale.

Les monitrices de ces stages devraient être très spécialement choisies, non seulement parce que bonnes assistantes, mais aussi capables de déceler et d'évaluer les capacités latentes et non encore éduquées. Cela est bien plus difficile que de vérifier si les stagiaires ont compris ce qui leur a été enseigné.

2°/ Comme pour les stages, je crois qu'une élève doit avoir, tout de suite, une initiation théorique, même très élémentaire, de sa future profession. Cette initiation doit représenter une vue d'ensemble, une image globale, dont les éléments seront repris et approfondis les

³ Cf. tout particulièrement l'article de la revue Vie Sociale qui présente de nombreux textes de M-T Vieillot : Denise Lenain, Georges-Michel Salomon, « Une pionnière du service social : Marie-Thérèse Vieillot », *Vie Sociale*, 10-11/88, p. 412-436.

deux années suivantes. (Je joins un schéma de programme ; le nombre des cours pourrait être proportionnellement diminué si c'est nécessaire, sauf pour le groupe 5). A raison d'environ 15 cours par mois, ce programme pourrait se continuer pendant le 2° semestre de la 1^{ère} année, en même temps que les stages hospitaliers, maintenant un contact déjà bien établi avec l'Ecole sociale.

De ce fait, la formation médicale devrait se continuer au 1^{er} semestre de la 2° année. Quel inconvénient y aurait-il à cela ? Peut-être y aurait-il moins d'encombrement dans les hôpitaux si les hospitalières ont déjà, à cette époque, fait les stages d'hôpitaux les plus simples.

3°/ J'ai la conviction que, pour les cours du groupe 5a « Les grandes questions sociales », pour une première initiation sociale, il vaut mieux ne pas les traiter sous l'angle de la pathologie sociale (la maladie, le taudis, la misère, le chômage, etc.), mais d'un point de vue constructif (la santé publique, le logement, le Budget, le Travail, les Loisirs,). Car l'assistante sociale, plus tard, doit surtout, en collaboration avec l'assisté et son entourage, construire ou reconstruire, éduquer ou rééduquer, en tous cas sortir d'affaire, aboutir ; il faut donc lui inculquer tout de suite ce tour d'esprit positif qui doit primer chez elle.

4°/ Bien que le Diplôme d'Etat d'Assistante et de Visiteuse doive être le même, pourrait-on proposer que soit prévue une spécialisation distinguant chacune de ces deux branches du Travail ?

L'Infirmière-visiteuse, même quand elle individualise son action en allant dans les familles, met surtout l'accent sur l'application de mesures collectives prévues pour lutter contre un mal social.

Dans l'action de l'assistante sociale, l'accent est placé sur la prise de contact et sur la collaboration avec l'assisté, avec son entourage, familial et professionnel.

Il s'agit pour elle de découvrir les possibilités latentes de l'assisté pour qu'il comprenne et agisse lui-même, aussi de chercher dans son entourage naturel l'aide matérielle et morale, avant d'avoir recours aux subsides et aux organisations de la collectivité. Ces deux activités sont complémentaires toujours, souvent concomitantes, mais jamais similaires.

Les assistantes sociales doivent être spécialement bien préparées en psychologie individuelle et collective pour créer un contact favorable à la collaboration féconde des intéressés.

5°/ Enfin, et cela fait suite à l'idée précédente, si les Assistantes sont surtout destinées à expliquer aux intéressés leur attitude d'esprit vis-à-vis de leurs difficultés, à les aider à la modifier comme meilleur moyen de remédier à leur situation, le devoir des Ecoles n'est-elle pas, en toute première ligne, de favoriser le développement maximum de la personnalité de leurs élèves ?

Les Cours théoriques ne répondent pas à ce but ; les stages enseignent de bonnes formules d'action, mais il faut encore autre chose pour rendre vivant chez les élèves leurs dispositions plus ou moins grandes pour

Le sens des responsabilités

Le sens de la collaboration

Le sens de l'initiative, de l'ingéniosité

La curiosité et l'ouverture d'esprit.

Notre enseignement actuel est trop individualiste pour qu'il y ait ensuite co-ordination dans le travail général. Le Ministère accepterait-il de nous laisser une formule d'enseignement

pratique à cet effet, d'en tenir compte pour le Diplôme au même titre qu'il tient compte des notes de cours et de stages ?

Quel est le sentiment des Ecoles à ce sujet ?

Je regrette que le temps soit si court, et je m'excuse de ceci écrit en grande hâte. Vous m'obligerez en me disant les réactions quelles qu'elles soient de nos collègues, et surtout les questions que chacune d'entre elles voudrait voir aborder dans le rapport. Vous avez plus de facilités que moi pour joindre M. Voigt, secrétaire général de la Commission. Toute indication de lui et de vous sur ce qu'on attend de moi, me sera précieuse. Il me semble de plus en plus que mon éloignement aurait dû m'exclure du choix possible de rapporteur.

Merci mille fois, et recevez, chère mademoiselle, ainsi que Melle Gaussoit, l'expression de mes sentiments de vive sympathie.

Marie-Thérèse Vieillot

Projet d'initiation sociale des élèves de 1^{ère} année (réservé aux futures assistantes ou commun aux hospitalières et aux assistantes de 1^{ère} année)

Groupe 1 Sociologie Institutions essentielles d'une société

La Famille.....	3	
Le travail, fonction et organisation.....	3	
L'autorité publique, fonction et organisation.....	4	
Droit civil.....	10	
Démographie (France et étranger).....	5	<u>Total : 25</u>

Groupe 2 Economie politique

Histoire des doctrines d'économie politique.....	6	
Institutions de progrès social		
a) Action syndicale		
b) Coopération		
c) Assurances sociales.....	6	
Législation du travail.....	8	<u>Total : 20</u>

Groupe 3 Hygiène

Hygiène par Croix Rouge ou Ecole d'infirmières cours de formation médicale (120 environ ?)		
Administration sanitaire.....	5	
Législation sanitaire.....	5	<u>Total : 10</u>

Economie ménagère (pratique)

Cuisine, Ménage, Coupe.....	25	<u>Total : 25</u>
-----------------------------	----	-------------------

Groupe 4 Psychologie, Pédagogie

<u>Psychologie</u>		
Développement de l'enfant, de l'adolescent.....	10	
<u>Pédagogie</u>		
Méthodes nouvelles d'éducation.....	5	
<u>Vie psychologique : affective</u>		
intellectuelle		
conscient et inconscient.....	5	<u>Total : 20</u>

Groupe 5 Service Sociala) Questions sociales générales : La Santé Publique

Le Logement

Le Budget

Le Travail

Les Loisirs.....10

b) Le Service Social Professionnel

Documentation Générale (S.S. à travers le monde).....5 (Visite d'œuvres et d'institutions sociales)

Nomenclature et classification des œuvres sociales.....6

Diverses formes d'Ass. Sociale.....4

Points de rencontre de diverses activités :

Coordination et Spécialisation.....5

Eléments de législation d'Assistance..... 5

Quelques responsabilités de l'Assistante Sociale.....5 Total : 40Total Général : 140 leçons

Activités du GREHSS

De nouvelles biographies bientôt sur le site du dictionnaire

BASSOT Marie Jeanne

Marie Jeanne Bassot, née en 1878, adhère à la Maison sociale en 1903 et devient résidente en 1906 malgré l'opposition de ses parents, qui l'enlève et la font interner. De retour à Paris elle porte plainte contre sa mère pour séquestration arbitraire. Après la dissolution de La Maison Sociale, elle devient la responsable de la résidente sociale de Levallois en 1910 dont elle assurera la présidence. En 1922 elle fonde la Fédération des Centres sociaux de France qu'elle préside jusqu'à sa mort en 1935.

BATTUT Elisabeth

Née en 1913 dans la commune de Camburat (Lot), décédée en 2012, Edith Battut a choisi la formation de surintendante par curiosité intellectuelle et volonté de jouer un rôle actif dans une société qui offrait peu de perspectives aux femmes. Un an après sa sortie de l'école des Surintendantes (Paris), un poste lui est proposé à St Brieuc pour structurer un service social initié par le jeune Père Lebreton, dominicain. Célibataire, elle fera l'ensemble de sa carrière auprès de cette population maritime, développant le service social maritime, service social polyvalent de catégorie, créant un ensemble de services collectifs, sur le territoire français et d'outre mer, puis, dans les années 70, accompagnant ses mutations.

de BECHILLON Catherine

Catherine de Béchillon est née le 13 juin 1925. Fille d'un ingénieur juif de la SNCF arrêté et mort en déportation en 1942, elle exerce comme assistante sociale à la SNCF puis contribue fortement au développement du case work. Elle ouvre ensuite un centre thérapeutique et poursuit sa carrière comme formatrice et superviseur.

BRAQUEHAIS Cécile

Née en 1906 Cécile Braquehais, diplômée de l'École des Surintendantes, a exercé comme conseillère technique puis comme inspectrice technique et pédagogique des écoles de service social au Ministère de la santé et des affaires sociales entre 1945 et 1976, date de son départ à la retraite. Elle a ainsi, pendant trente ans, porté le dossier de la formation des assistantes de service social au sein du ministère, sa grande expertise sur le sujet ayant pesé à plusieurs reprises sur des prises de position favorables au développement du métier et de sa professionnalisation.

GRANGE Marguerite

Marguerite Grange – née en 1872, décédée en 1965. Infirmière de guerre puis surintendante des cités des chemins de fer du Nord et directrice des services sociaux de la région Nord de la SNCF jusqu'en 1940.

NAEGELEN Hélène

Née en 1898, après avoir travaillé comme clerc de son père notaire durant la première guerre mondiale, Hélène Naegelen s'engage dans le syndicalisme féminin catholique et intègre la Congrégation Notre Dame du Travail. Entrée comme étudiante à l'École Normale Sociale elle en devient assez rapidement directrice. En 1942 elle est arrêtée pour avoir transporté des documents dénonçant la persécution des juifs. Adhérente de l'ANAS dès sa création, elle dirige l'ENS jusqu'en 1962.

PERLES Jacqueline

Née en 1908, Jacqueline Perlés effectue en parallèle des études d'assistante sociale et une licence en droit. Elle commence sa carrière professionnelle au service social du Secrétariat à la Marine, qu'elle quitte en 1940 quand l'antisémitisme devient virulent, puis travaille à la Sauvegarde des Bouches du Rhône, avant de travailler dans une entreprise de chaussure de Romans. Menacée en raison de ses activités résistantes, elle passe à la clandestinité et travaille au COSOR (Comité des Œuvres Sociales des Organisations de Résistance). Adhérente de l'ANAS dès sa création elle anime la commission chargée d'écrire le code de déontologie. Conseillère technique à l'UNCAF dès 1947, elle aura un grand rôle dans l'organisation des formations au case work. Après son départ à la retraite en 1968 elle travaille un temps à la DDASS du Val de Marne.

→→**Consultez le dictionnaire biographique du service social sur le site : www.cedias.org rubrique dictionnaire**

Documents sur le site du GREHSS

Des données sur la formation permanente et supérieure

Le Comité de Liaison des Centres de formation permanente et supérieure en travail social a été créé en 1972 par une vingtaine de centres de formation en travail social engagés dans l'organisation des formations permanentes et supérieures. Il regroupe non seulement des écoles d'assistantes sociales mais aussi des associations engagées dans la formation comme le Mouvement Chrétien des professions sociales (MCPS) ou le Groupe d'étude du travail

social en psychiatrie, des organismes de formation dépendant d'institution de travail social comme le Bureau d'Etudes des Questions Sociales de la SNCF ou le centre de formation de l'Œuvre de Secours aux Enfants (OSE). Partant d'une vingtaine de centres adhérents en 1972, il passe à 27 en 1976 et à 29 en 1979, après la création du diplôme supérieur en travail social (DSTS). La liste de ces 29 centres a été publiée dans la revue du Comité de Liaison Forum n° 10 en janvier 1979. Vous la trouverez sur le site du GREHSS ainsi qu'une chronologie des formations permanentes et supérieures en service social, chronologie établie par Jacqueline Perlés et publié dans le même numéro de Forum.

→→ **Sans cesse de nouveaux documents sur le site du GREHSS, consultez-les :**
www.grehss.fr

Bibliographie sur l'histoire mise à jour

En février 2018 le GREHSS avait publié (supplément au n° 9 d'Info GREHSS) une bibliographie sur l'histoire du service social. Etaient recensés, sur 9 pages, les livres, articles, numéros spéciaux de revues, mémoires et rapports de recherche publiés depuis 1960. La diffusion de cette bibliographie a suscité un travail de recherche bibliographique engagé par des adhérents du GREHSS. Le nombre de références a plus que doublé : le recensement des mémoires (thèses, masters, DSTS) a été considérablement enrichi et les interventions aux colloques du Comité d'Histoire de la Sécurité Sociale ont été listées. De ce fait la bibliographie est passée de 9 pages en février 2018 à 26 pages en février 2019.

→→ **Ce document sera mis sur le site du GREHSS et il peut être envoyé à toute personne qui en fera la demande :** greh.servicesocial@orange.fr

Vie de l'association

Une journée d'étude à Marseille

Dans sa réunion du 5 janvier dernier, le groupe Provence du GREHSS a décidé d'organiser, fin novembre/début décembre 2019 à Marseille, une journée d'étude sur le thème « Histoires des services sociaux et du travail social en Provence (XIX^e – XX^e siècles) ». L'appel à communication sera diffusé sous peu. Toute personne intéressée peut nous le demander. Et le groupe de travail qui prépare cette journée est ouvert aux personnes qui seraient intéressées.

Prochaine réunion du groupe Provence vendredi 29 mars à 14h (lieu à déterminer). Pour contacter le groupe Provence Henri Pascal : henri.f.pascal@wanadoo.fr ou Jean Marie Zingraff : jmzingraff@gmail.com

Sur l'École de service social de Nantes

La recherche du groupe nantais concernant l'histoire de l'école et de la formation d'Assistant(e) de Service Social (ASS) sur Nantes » se poursuit encore auprès des différents lieux d'archives car les données potentielles sont très dispersées. Ce qui s'explique pour partie par l'histoire de cette école qui a beaucoup « voyagé » dans l'agglomération Nantaise au gré d'évènements nationaux ou locaux : la précarité des locaux est récurrente à plusieurs périodes de l'histoire, comme c'est le cas pour plusieurs écoles de Service Social, en France.

La filiation de l'école d'ASS de Nantes se situe très clairement du côté des écoles d'infirmières visiteuses : on a trouvé la trace d'un grand dynamisme au niveau régional dans le domaine des soins infirmiers (les premiers cours d'infirmières commencent en 1904 sur Nantes). La recherche effectuée fait émerger une première « figure » emblématique de l'école d'infirmières (dont les infirmières visiteuses) : à savoir la première directrice nommée en 1923 et qui occupera cette fonction jusqu'en 1938 date de son décès. Il s'agit d'une religieuse de la Congrégation des Filles de la Sagesse, Mère Stéphanie de Jésus⁴ qui a contribué à la création de l'école avec l'aide de Léonie Chaptal puis à son développement et rayonnement régional. De nombreux articles de la presse locale témoignent de la reconnaissance de son engagement (lors de l'inauguration des nouveaux locaux de l'école en 1925 par le ministre de la Santé, lors de cérémonies de remise des palmes d'Officier d'Académie pour « service rendu à l'enseignement professionnel » le 20 janvier 1928 et aussi de la médaille de l'assistance publique et enfin à l'occasion de ses obsèques en février 1938).

L'évolution de l'école, de ses orientations se précisent, ensuite, en lien avec les éléments de contexte historique, politique, social : lutte contre les « fléaux » sociaux, hygiénisme, guerres et influence américaine, création et organisation d'œuvres médicosociales, sociales puis de services sociaux en Loire-Inférieure (devenue Loire Atlantique en 1957), influence et reconnaissance des congrégations religieuses, professionnalisation du service social.

Il reste toujours une zone d'ombre quant à la date de la création de la section d'assistant(e)s de service social dans le cadre de l'école d'infirmières du Centre Hospitalier Régional (CHR) de Nantes. Aucun document attestant de cette création n'a encore pu être trouvé. Le travail d'enquête se poursuit donc auprès des Archives de la congrégation des Filles De la Sagesse, à St Laurent sur Sèvres (85) et auprès des archives départementales et municipales en Loire Atlantique. Les membres du groupe « nantais » reçoivent un accueil tout à fait chaleureux, positif de la part des responsables de ces différentes archives qui, par ailleurs, manifestent leur intérêt pour cette recherche et leurs attentes par rapport aux résultats.

L'accès à différentes sources statistiques a permis de qualifier les flux d'entrées et de sorties de l'école, avec (ou non) le DE depuis les années 1925. La consultation des cahiers de l'ARIFTS (site actuel de la formation des ASS à Nantes) relatifs aux promotions ASS en formation entre 1972 et 2004 complète, en effet, celle déjà effectuée à partir de fiche-cartonnettes écrites « à la main » tenues entre 1948 et 1964 (Archives privées). Nous

⁴Mère Stéphanie de Jésus, née Madeleine Dierès-Monplaisir en 1872 à La Tremblade en Charente Inférieure (devenue Maritime) dans une vieille famille charentaise, chrétienne.

n'avons pas pu trouver, à ce jour, les données pour la période comprise entre 1964 et 1972. Deux membres du groupe poursuivent ce recueil des données qui doit se terminer en mars.

Le travail va pouvoir donner lieu à analyse concernant :1) l'évolution du nombre d'étudiants accueillis par promotion, 2) la répartition entre genre féminin et masculin dans chaque promotion, 3) l'âge à l'entrée en formation, 4) l'origine géographique des étudiants au moment de leur entrée en formation (pour une part seulement car les fichiers comprennent des rubriques différentes selon les époques), 5) l'impact en termes de sorties du dispositif de formation : obtention du DE à l'issue des 3 ans, DE en session de rattrapage ou obtention du DE à 4 ans et +, arrêt de formation ou encore non obtention du DE.

Le rôle de l'école par rapport à la mise en place de la formation continue des professionnel(le)s ASS sur Nantes dans les années 60 se dessine. Il apparaît que les liens entre l'école et les terrains professionnels, à cette époque, soient forts aussi bien pour la formation initiale que pour la formation continue. Ceci est présent dans des documents d'archives (comptes rendus de travaux conjoints de monitrices d'école et de monitrices de stage ASS des principaux services sociaux, par exemple) et dans les propos des professionnelles interviewées à ce jour.

Le début d'analyse des interviews, riches et denses, réalisées notamment auprès des directrices de l'école pour la période allant de 1970 à 1996 et de professionnelles ASS engagées dans le conseil d'administration de l'école, permet de voir que les trajectoires de ces ASS formées dans les années 60 présentent des caractéristiques communes au-delà de singularités biographique, sociale, etc.

- Ces professionnelles ont en commun d'avoir effectué leurs études initiales d'ASS à la même époque dans les années 58 à 65 soit à la fin de la période « médico-sociale » de la formation. Cette orientation se traduit dans les contenus d'enseignement dont certaines de nos interlocutrices se souviennent parfaitement (contenus et intervenants) et dans les orientations des stages (dont certains obligatoires). Nous avons aussi eu à connaître du contenu des épreuves de sélection pour l'entrée à l'école d'infirmières et l'entrée à l'école d'assistants de service social (archive privée).
- Elles se sont engagées dans des formations *post* diplôme d'Etat très rapidement après l'obtention de ce dernier et parallèlement à leur engagement dans l'exercice professionnel. Elles se sont saisies des opportunités de formation « aux méthodes : *casework* » dispensée à Nantes dans le cadre de l'école, ou à Paris et/ou encore de la formation de cadres de Montrouge ;

Leurs trajectoires individuelles rencontrent l'évolution de la société (place et rôles des femmes), l'histoire et la professionnalisation du métier (développement des méthodes de service social dans les années 60, institutionnalisation des services sociaux, formation des cadres dans le secteur). La manière dont elles rendent compte de leurs engagements professionnels, associatifs et autres permet de mieux comprendre certains moments-charnière de l'organisation du « secteur social », en particulier la traduction de ceux-ci à travers les enjeux plus locaux, et donc de l'évolution du métier et de la formation. [Notamment en ce qui concerne la « séparation du sanitaire et du social » dans les années 70, la réorganisation des services sociaux polyvalents de secteur dans le département de la Loire Atlantique, l'impact de la décentralisation (acte I et II)]

L'analyse va se poursuivre sur l'ensemble des points abordés avec ces professionnelles (Cf. info GREHSS, octobre 2018).

Le groupe nantais fait appel à tous ceux et celles qui pourraient enrichir la collecte en cours (témoins, acteurs, actrices de cette histoire, institutions et services, etc.) et donc la compréhension de l'histoire de la formation des ASS.

Certains lieux relatifs à l'école ont été détruits (seconde guerre) ou ont été transformés, les photos, les documents relatifs à l'école sont les bienvenus :

- plusieurs localisations de l'école à **Nantes** :
 - CHU, Hôtel-Dieu et hôpital St Jacques, la Gréneraie et les « Chalets »,
 - puis presbytère de l'église de La Madeleine, Boulevard Gustave Roch, Nantes
- **Saint-Herblain**, Sillon de Bretagne,
- **Rezé**, rue Charles Perrault puis site Jean Perrin et ARIFTS (site actuel) rue Marion Cahour

Prochaine réunion du groupe Nantes **le jeudi 23 mai 2019 de 17h30 à 19 heures à l'ARIFTS** (10, rue Marion Cahour, REZÉ)

Pour tout contact avec le groupe, écrire à Elisabeth Ollivier, membre du GREHSS : elisabeth.ollivier@outlook.fr ou à Florence Huard, formatrice permanente et membre du GREHSS : f.huard@arifts.fr

Rédaction de nouvelles biographies

Sept nouvelles biographies vont être publiées dans la rubrique dictionnaire du site du CEDIAS. A ces sept s'ajouteront bientôt cinq dont la rédaction est quasi achevée : LEPLAY Eliane (directrice de l'ETSUP, présidente du Comité de Liaison des Centres de formation permanente et supérieure en travail social), MORINIERE Geneviève (directrice de l'ENS Paris, elle est décédée en janvier 2019), PÉRIN Charlotte –connue sous son nom de religieuse Sœur Joseph-Marie – (fondatrice de l'école d'infirmière de Colmar, puis, pendant la guerre, de l'école d'infirmière et d'assistante sociale de Saint Chamond et, ensuite, l'Institut de Service Social de Mulhouse), TERMAT Suzanne (directrice de l'Ecole des Surintendantes 1942-1945 puis responsable régionale du service social de la SNCF) et VIEILLOT Marie Thérèse (formatrice en case work dans l'entre deux guerres à l'Ecole Pratique de Service Social, dont elle devient directrice avant de diriger l'Ecole de Formation Sociale de Strasbourg).

Prochaine réunion du groupe dictionnaire vendredi 14 juin à 14h au CEDIAS. Pour contacter le groupe dictionnaire : greh.servicesocial@orange.fr

Du coté de l'histoire du travail social

Centres sociaux éducatifs en Algérie (1955-1962)

L'Association « Les amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs compagnons » a été créée pour rappeler la mémoire des six responsables des centres sociaux éducatifs en Algérie assassinés par l'OAS le 15 mars 1962 à Alger : Marcel Basset, Mouloud Feraoun, Ali Hammoutene, Max Marchand, Salah Oud Aoudia. Son objectif est « *se souvenir du 15 mars 1962 et agir. Honorer les autres victimes de l'intolérance et du fanatisme* ». Outre des articles d'actualité et l'annonce des activités de l'association (dont les colloques annuels tenus depuis 2012), le site de l'association publie une importante documentation sur les centres sociaux éducatifs, de leur création par Germaine Tillion en 1955 à l'indépendance en 1962, documentation comprenant de nombreux articles et documents et, surtout, reproduisant la totalité des bulletins édités par le service des centres sociaux durant leur période d'existence.

Site : <http://max-marchand-mouloud-feraoun.fr>

Socialisme municipal et action sociale

Cette toute récente publication est l'édition française revue et actualisée d'une thèse que Patrizia Dogliani a soutenue il y a plus de 20 ans à l'université Paris VIII sous la direction de Madeleine Rebérioux et qui fut publiée en Italie en 1992. Patrizia Dogliani est aujourd'hui professeure d'histoire contemporaine à l'université de Bologne. Cette recherche porte principalement sur la France et la période 1870-1920, « *un laboratorio di socialismo municipale* » selon le titre de l'édition italienne, tout en resituant la dynamique française dans ce qui se joue alors dans l'espace européen (Allemagne, Grande Bretagne, Italie, Suisse, pays scandinaves).

La structuration du socialisme municipal au tournant du siècle est au cœur des débats et luttes internes de la nébuleuse socialiste d'alors autour du couple réforme-révolution qui constitue semble-t-il, un siècle plus tard, le marqueur congénital – et pas seulement historique – d'une gauche à l'unité par essence problématique eu égard à ses clivages internes entre marxistes, réformistes et tenants du dépassement de cette opposition considérée comme stérile. De ce point de vue, ne serait-ce que pour mieux comprendre l'actualité de la ou plutôt des gauches d'aujourd'hui en France et en Europe, cet ouvrage constitue une référence particulièrement utile. On doit l'associer à deux autres ouvrages très éclairants sur le sujet parus tout récemment⁵.

Cet ouvrage a un autre intérêt. Il met l'accent sur la stratégie du socialisme municipal en matière d'investissement important dans des équipements, des aides sociales, le soutien à l'école et aux activités éducatives, ceci en vue de changer ici et maintenant la vie

⁵ Jousse, Emmanuel (2017), *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*. Paris : Fayard histoire.

Delalande, Nicolas (2019), *La lutte et l'entraide. L'âge des solidarités ouvrières*. Paris : Editions du Seuil.

quotidienne du peuple, changement considéré comme alternative à la révolution pour certains socialistes et comme première marche vers la révolution pour d'autres. Il s'agit également de développer des services à caractère public, à un moment où l'Etat social en est à ses premiers balbutiements, sachant que, pour le mouvement socialiste et plus généralement pour le mouvement ouvrier, est en jeu l'éradication du patronage qui attache les ouvriers au patronat et de la philanthropie dont les dons sont assimilés à une forme de subordination des bénéficiaires aux donateurs. Cette « contre-société » alternative aux formes économiques du modèle bourgeois est analysée par P. Dogliani comme une expérience d'apprentissage de la gestion administrative que ce courant politique devenu la SFIO en 1905 pourra transférer dans sa gestion gouvernementale à l'issue de la première guerre mondiale. La laïcisation de la bienfaisance qu'opère le socialisme municipal au fur et à mesure de ses conquêtes des municipalités ouvrières s'institutionnalise ainsi dans des rapports ambivalents à l'Etat qui marqueront la suite de la structuration de l'Etat social : s'agit-il d'une occupation du terrain dans l'attente d'un véritable Etat social, d'une arme contre l'interventionnisme étatique, retardant d'autant l'émergence de l'Etat social ou d'une forme complémentaire à ce dernier ? Ces trois approches traversent alors le socialisme municipal même si, in fine, une nouvelle génération de militants intellectuels autour notamment des grandes figures d'Albert Thomas et d'Henri Sellier⁶ va au cours des années 1920 imposer un socialisme réformiste à la fois municipal et étatique, inscrit au cœur du mouvement démocratique et du système républicain.

Cette laïcisation opère également à travers la mise en place d'une alliance des municipalités socialistes avec les formes organisationnelles propres au monde ouvrier et plus particulièrement au monde syndical dans les grandes agglomérations urbaines, qui sont soucieux de leur autonomie : mutuelles, coopératives, bourses du travail.

Patrizia Dogliani montre ainsi que dans la dernière décennie du 19^e siècle, les réalisations communales socialistes ciblent prioritairement l'enfance et la maternité : repas chauds et vêtements ; assistance au moment de l'accouchement, « goutte de lait », crèches, colonies, sanatoriums, aides financières en cas de chômage, ... et bien entendu renforcement de l'instruction scolaire de base. Sans parler de la réhabilitation de maisons et quartiers insalubres, de l'ouverture de bains publics, de la création d'offices d'hygiène publique. La question des cantines scolaires va devenir une question majeure au fur et à mesure du développement du travail des femmes ouvrières, des mouvements sociaux de femmes s'organisant d'ailleurs en faveur de ce service municipal.

La gestion directe de ces services au détriment de la délégation d'un service public à une institution privée va instituer une municipalisation croissante qui s'amplifiera à l'issue de la guerre, les municipalités devenant des employeurs importants avec les ouvriers et employés communaux.

A ce titre, le programme électoral national de la SFIO en 1919, issu de sa « commission nationale » dont Henri Sellier est le rapporteur, rend bien compte de l'importance du spectre des questions sociales prises en charge par les communes socialistes : habitations et

⁶ Ces deux grands réformistes ont été des acteurs clés de la question sociale à l'issue de la première guerre mondiale, le premier davantage sur le versant du travail ouvrier et le second – Henri Sellier - sur celui de la politique de santé publique et du service social municipal, aussi bien dans sa ville de Suresnes qu'à la tête du ministère de la santé sous Léon Blum.

hygiène, santé, ravitaillement, enseignement scolaire et professionnel ainsi qu'orientation professionnelle, « *assurances sociales et assistance* » qui donne une place importante à la « *protection de l'enfance* ».

On aurait bien évidemment aimé que cette dernière thématique soit davantage traitée par cet ouvrage mais ce n'était pas son objet central, Patrizia Dogliani ayant mis l'accent sur les débats internes au mouvement socialiste profondément divisé au tournant du siècle et sur la façon dont s'est construit un socialisme municipal qui se prolongera dans les années 20 et 30 par un socialisme de gouvernement.

En tout état de cause, cet ouvrage a le grand intérêt d'aborder une question qui est restée jusqu'à présent dans l'ombre – et qui mériterait d'être encore travaillée comme telle concernant l'action sociale proprement dite -, à savoir le rôle des municipalités, qu'elles soient socialistes ou non au demeurant dans la prise en compte de la question sociale au sens large.

Patrick Lechaux

DOGLIANI Patrizia 2018 *Le socialisme municipal en France et en Europe de la Commune à la grande guerre*. Nancy Editions Arbre bleu 352 p.

Protection judiciaire des mineurs : un établissement à Marseille

Ouvert en 1946 à la prison des Baumettes, le centre d'observation de Marseille s'installe en 1950 dans une grande maison bourgeoise dans le quartier des Chutes-Lavie, proche du centre ville. La première occupation des jeunes est la remise en état du domaine. Après s'être doté, en 1958, d'un service d'observation en milieu ouvert, le centre des Chutes-Lavie devient un regroupement d'équipements d'accueil, d'observation et d'orientation pour tout le département des Bouches du Rhône. Il devient, en 1965, la Direction des services de l'Education Surveillée des Bouches du Rhône. C'est l'occasion d'un voyage d'histoire à Marseille de l'AH.PJM que sa revue *Pour l'histoire* retrace l'histoire de ce centre et publie des témoignages d'éducateurs ayant exercé dans ce centre.

Dans son numéro 3 de juin 2005 la revue de l'APREHTS « *les temps du social* » avait publié un récit de Jacques Seidel « *mémoire d'un éducateur de l'éducation surveillée à Marseille de 1948 à 1990* ». Sa carrière commence comme éducateur adjoint à la prison des Baumettes pour se terminer au poste de directeur régional de l'éducation surveillée. Tous les numéros de « *les temps du social* » sont consultables sur le site du GREHSS.

Pour l'Histoire n° 79 hiver 2019

AH.PJM Ferme de Champagne rue des Palombes 91600 Savigny-sur-Orge

**Le GREHSS a pour seule ressource financière les cotisations de ses adhérents.
Si vous pensez que ce que fait le GREHSS est utile à l'histoire du service social,
soutenez son action en adhérant ou en ré-adhérant pour l'année 2019.**

Bulletin d'adhésion 2019

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....

.....

.....

Mail:.....

Téléphone:.....

Activité professionnelle:.....

Cotisation: 20 € à l'ordre de GREHSS à envoyer à

GREHSS

Cité des Associations boîte aux lettres 192

93 La Canebière

13233 Marseille Cedex 20